
« Un débat de fond »

Éric Waddell

Cahiers de géographie du Québec, vol. 39, n° 108, 1995, p. 467.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022520ar>

DOI: 10.7202/022520ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

UN DÉBAT DE FOND

Dans de nombreux pays du monde, il n'y a pas le moindre doute, l'avenir de la géographie est en train de se jouer. C'est la configuration, voire l'autonomie de la discipline qui sont en jeu. En ce sens, les risques et les défis actuels sont autrement plus grands que ceux posés par la révolution quantitative des années 1960. Cette révolution-là cherchait simplement à améliorer les outils de la géographie et à affiner son questionnement, afin de la hisser au rang de «science». Pas surprenant alors que, dans sa foulée, de nombreux départements de géographie se soient transformés en départements des sciences de la géographie et aient trouvé accueil au sein de facultés des sciences. Ces transformations ont donné plus de moyens à la discipline et plus de rigueur également, parfois assortie d'une bonne dose de naïveté, il faut bien l'admettre. De nouvelles alliances ont été tissées et la discipline en est sortie grandie et, surtout, intacte... pendant un certain temps du moins.

La présente révolution plonge ses racines dans la tourmente des années 1960. Une géographie rigoureusement scientifique est forcément une géographie pertinente, une géographie qui a des services à offrir : à la société, aux entreprises et à l'État. Une géographie alliée à d'autres sciences est particulièrement bien placée pour se pencher sur des questions d'environnement. Une géographie équipée d'un nouvel outillage (S.I.G. et télédétection) offre les moyens d'une meilleure maîtrise du monde. Tout cela se passe dans un contexte où il y a trop de disciplines et où les institutions d'enseignement et de recherche qui les hébergent sont devenues, matériellement et financièrement, excessivement lourdes à gérer.

Quoi de plus normal, dans ces circonstances, qu'une géographie de plus en plus assujettie à ses instruments de travail prône des partenariats avec des disciplines telles la géologie, la foresterie et la chimie, au sein de nouvelles facultés des études environnementales ou de «Resource Management», et cherche même à se fondre au sein de mégadépartements de sciences de l'environnement ou de la Terre?

Aussi séduisant que puisse paraître le virage, quelle place accordera-t-on, au sein de ces nouveaux champs, à la réflexion, aux valeurs, à la compréhension des gens... et à la présence active de la géographie humaine dans toute sa richesse et sa diversité? La question se pose, quotidiennement, ici au Québec, et également ailleurs en Amérique et en Europe. C'est pourquoi les Cahiers, grâce à l'heureuse initiative de Rodolphe De Koninck, ont choisi d'accorder une si grande place dans ce numéro à un questionnement sur l'Avenir de la géographie. C'est également pour cette raison que plusieurs acteurs importants de la géographie contemporaine ont bien voulu répondre à notre appel avec un enthousiasme mêlé à un sentiment de réelle urgence. Les Cahiers leur en sont très reconnaissants. Aux lecteurs maintenant de réagir!

Éric Waddell
Rédacteur